



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
11 décembre 2024
Français
Original : anglais

Réunion des États parties

Quarante et unième réunion

New York, 21 janvier 2025

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection, conformément aux articles 28 à 34 du Pacte international
relatif aux droits civils et politiques, d'un membre du Comité
des droits de l'homme afin de pourvoir un poste vacant
dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2026**

Élection d'un membre du Comité des droits de l'homme afin de pourvoir le siège rendu vacant par la démission de Farid Ahmadov (Azerbaïdjan), dont le mandat devait expirer le 31 décembre 2026

Note du Secrétaire général*

1. Conformément à l'article 34 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la quarante et unième Réunion des États parties au Pacte, convoquée par le Secrétaire général, se tiendra au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 21 janvier 2025, aux fins de l'élection d'un membre du Comité des droits de l'homme à partir d'une liste de candidats désignés par les États parties (par. 5), en remplacement du membre qui a démissionné du Comité.
2. Dans une lettre datée du 1^{er} mars 2024, Farid Ahmadov, qui avait été élu à la trente-neuvième Réunion des États parties au Pacte, tenue le 17 juin 2022, pour un mandat qui devait expirer le 31 décembre 2026, a présenté sa démission du Comité avec effet au 29 février 2024. Par la suite, le Président du Comité a notifié la démission au Secrétaire général.
3. Conformément aux articles 33 (par. 2) et 34 (par. 1) du Pacte, le Secrétaire général a déclaré le siège de M. Ahmadov vacant à compter de la date à laquelle la démission a pris effet.
4. Conformément à l'article 34 (par. 1) du Pacte, le Secrétaire général, dans une note verbale datée du 3 octobre 2024, a invité les États parties au Pacte à désigner, conformément aux dispositions de l'article 29 du Pacte, les candidat(e)s qu'ils proposent à l'élection d'un membre du Comité, au plus tard le 27 novembre 2024, aux fins de pourvoir le siège vacant dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2026. Toutes les notices biographiques reçues au 27 novembre 2024 figurent dans le présent document (voir annexe). Les candidatures reçues après cette date seront publiées sous la forme d'un additif au présent document.

* Il a été convenu que le présent document serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.



5. Conformément à l'article 34 (par. 2) du Pacte, on trouvera ci-dessous la liste des candidat(e)s proposé(e)s à l'élection, avec mention des États parties qui les ont désigné(e)s.

<i>Candidat(e)</i>	<i>Désigné(e) par</i>
Herizo Rado Andriamanantena	Madagascar
Hanitriniaina Belalahy	Madagascar
Saidou Dogon Guida	Niger
Maria Gavouneli	Grèce
Dalia Leinartė	Lituanie
Merius Rusumo	Burundi
Fuad Zarbiyev	Azerbaïdjan
Gentian Zyberi	Albanie

Annexe

Notices biographiques*

Herizo Rado Andriamanantena (Madagascar)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 27 février 1978 à Befelatanana, Antananarivo

Langue(s) de travail : français

Situation/fonctions actuelles

Magistrat de 1^{er} grade de l'ordre judiciaire

Juge international à la Chambre d'assises de la Cour pénale spéciale pour la Centrafrique (CPS)

Principales activités professionnelles

Organiser et diriger les débats à l'audience de la Chambre d'assises

Statuer sur les exceptions soulevées au cours des débats

Rendre des jugements au fond et décider de la peine à appliquer

Veiller à établir une relation de confiance et de respect mutuel avec les collègues nationaux et internationaux

Contribuer au renforcement des capacités des collègues nationaux

Études

Diplôme de hautes études en administration, ENAM (2016)

Diplôme d'université de 3^e cycle en droits fondamentaux de l'Université de Nantes (2007)

Diplôme de fins d'études et d'aptitude aux fonctions de magistrat, ENMG (2002)

Maîtrise en droit privé, option carrière judiciaire et sciences criminelles (1999)

Maîtrise en droit privé, option droit des affaires (1999)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Jugement n° 003-2022 sur l'action publique affaire *Parquet spécial contre Issa Sallet Adoum et consorts* ;

Jugement n° 001-2023 sur les intérêts civils affaire *Parquet spécial contre Issa Sallet Adoum et consorts*.

* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition. Les notices biographiques complètes des candidat(e)s, telles que les ont soumises les États parties concernés, sont disponibles sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à l'adresse <https://www.ohchr.org/en/events/events/2025/41st-meeting-states-parties-2025-elections>.

Hanitriniaina Belalahy (Madagascar)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 10 décembre 1972 à Antananarivo (Madagascar)**Langue(s) de travail** : français**Situation/fonctions actuelles**

Magistrate, Secrétaire générale du Ministère de la justice

Principales activités professionnelles

Assister le Ministre dans ses missions et signer certains documents en son nom, sauf ceux engageant l'État à l'international

Coordonner et superviser les Directeurs généraux et Directeurs du Ministère pour harmoniser leurs actions

Assurer le bon fonctionnement de l'administration générale du Ministère

Mettre en œuvre les politiques publiques pour améliorer la justice et les affaires pénitentiaires

Représenter le Ministère dans certaines situations et collaborer avec d'autres institutions ou partenaires

Études

Mon parcours académique est basé sur le droit privé et les sciences judiciaires : un Master 2 en droit privé appliqué (2015), un enseignement diplomatique supérieur (2012) et un diplôme de magistrature (2002). Je me suis spécialisée en droit international des droits de l'homme et en protection des réfugiés (Institut de Strasbourg, 2021 et 2019), et en techniques de présentation des rapports aux organes conventionnels (ONU, 2016). Des formations complémentaires ont renforcé mon expertise en genre, éthique, et protection des enfants.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat/la candidate

Depuis 2016, je coordonne le Comité interministériel chargé de rédiger les rapports et de suivre les recommandations en matière de droits de l'homme, renforçant les mécanismes nationaux pour respecter les engagements internationaux. Formatrice en droits de l'homme, relations internationales, et violences basées sur le genre (VBG), je contribue à développer les compétences des acteurs nationaux. En tant que point focal national pour les droits des réfugiés et apatrides, je suis également engagée dans la lutte contre les VBG et active au sein de l'Association pour la sauvegarde et la protection des enfants (ASPE). J'ai représenté Madagascar dans divers soutenances et forums internationaux sur les droits de l'homme, à Genève, La Haye et Dakar, favorisant les échanges de bonnes pratiques. Mon engagement communautaire se traduit par mon action auprès d'associations humanitaires pour protéger les enfants et soutenir les plus vulnérables.

Liste des publications les plus récentes du candidat/de la candidate dans ce domaine

En 2015 : *Réflexion sur les obstacles et facteurs de lenteur judiciaire en matière pénale*. Cette analyse approfondit les causes structurelles et institutionnelles des retards judiciaires, tout en proposant des pistes de solutions pour améliorer l'efficacité et garantir un accès équitable à la justice, en conformité avec les principes des droits de l'homme.

Saidou Dogon Guida (Niger)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 1^{er} janvier 1973 à Kazoé**Langue(s) de travail :** français**Situation/fonctions actuelles**

Magistrat/Directeur de l'action sociale au Ministère de la justice et des droits de l'homme, Commissaire à la Commission des droits de l'homme de l'OCI, Membre du Comité interministériel de la rédaction des rapports aux organes des traités et de l'EPU, Membre du CCM-Niger, Membre du Comité de coordination nationale de protection et d'assistance aux PDI, membre du cadre de travail entre le Ministère de la justice et le HCDH, Membre du Comité national du DIH.

Principales activités professionnelles

Je coordonne les activités des travailleurs sociaux des juridictions et des maisons d'arrêt, en vue de fournir aux juges des outils leur permettant de prendre des décisions adaptées aux besoins et à la personnalité des enfants en danger ou en conflit avec la loi. Il en est de même pour le rétablissement du lien entre les enfants détenus et leur famille et du suivi des maisons d'accueil. Il est de mes attributions de conduire des recherches, planification et évaluations dans le domaine de l'action sociale et de veiller au respect de la réglementation du cadre associatif intervenant au milieu carcéral. En outre, je participe, depuis 2016, à la rédaction de tous les rapports initiaux et périodiques du Niger aux organes des traités africains et onusiens et de l'EPU et assure des formations en droits de l'homme aux agents de l'État et à des acteurs de la société civile, lors des ateliers financés par l'État, avec l'appui des partenaires techniques et financiers ou à la demande de la CNDH ou encore des ONG.

Études

Je suis titulaire d'un Master en droit international et européen des droits fondamentaux, du diplôme de magistrat de l'ENM de Bordeaux, de la maîtrise en droit privé, du diplôme du niveau II option justice de l'École nationale d'administration et de magistrature, de divers certificats de spécialité en droits de l'homme, justice transitionnelle, lutte contre la corruption et dans l'antiterrorisme. Je prends régulièrement des cours en ligne pour actualiser et renforcer mes connaissances en droits de l'homme.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat/la candidate

J'ai participé à une session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples à Niamey, en 2016, à deux sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme à Genève en 2018 et 2024, aux sessions ordinaires et séminaires internationaux, et ce, depuis 2021, qu'organise la Commission des droits de l'homme, à son siège à Djeddah et dans d'autres pays comme la Malaisie, le Pakistan ou encore à la session dédiée à la condition féminine à New York.

À titre bénévole, je forme des écoliers sur la Déclaration universelle des droits de l'homme grâce à des documents mis gracieusement à ma disposition par United for Human Rights et Le chemin du bonheur.

Liste des publications les plus récentes du candidat/de la candidate dans ce domaine

La vie des instruments juridiques relatifs aux droits de l'Homme, Une expérience africaine, livre paru aux Éditions Universitaires Européennes, 2024 ;

La RES et le respect des droits de l'Homme au Niger, Quels recours pour les victimes des dommages causés par les industries extractives ?, livre paru aux Éditions Universitaires Européennes, 2024 ;

L'Homme et ses droits, article paru dans la revue trimestrielle du Ministère de la justice, 2016.

Maria Gavouneli (Grèce)

Date et lieu de naissance : 29 février 1964 à Thessalonique (Grèce)

Langue(s) de travail : grec (langue maternelle), anglais, français, italien et espagnol ; bonne connaissance de l'allemand

Situation/fonctions actuelles

Professeure de droit international, faculté de droit de l'Université nationale et capodistrienne d'Athènes

Présidente de la Commission nationale grecque des droits de l'homme

Directrice générale, Hellenic Foundation for European & Foreign Policy – ELIAMEP

Principales activités professionnelles

Directrice de la maîtrise en droit international et européen, faculté de droit ; Directrice adjointe, Centre de droit international public d'Athènes – Athens PIL, Université nationale et capodistrienne d'Athènes ; Directrice, Centre d'études sur les réfugiés et les migrations – RMS Hub, Université nationale et capodistrienne d'Athènes

Boursière du programme Fulbright (2018-2019) à l'Université de Californie à Berkeley ; professeure invitée dans de nombreuses universités et institutions de recherche, dont l'Académie de droit international de La Haye ; corédactrice en chef du *Yearbook of International Environmental Law* et membre du conseil d'administration de revues juridiques

Association de droit international, Présidente (2024-2026) ; Présidente et membre de plusieurs organisations universitaires en Grèce et dans le monde entier

Avocate, membre du barreau d'Athènes

Études

Université nationale et capodistrienne d'Athènes, faculté de droit, avec mention (1987)

Maîtrise en droit international, Université de Cambridge (Wolfson College) (1988)

Doctorat en droit international, Université de Cambridge (Wolfson College) (1995), Prix Paul Guggenheim

Autres activités principales dans le domaine des droits de l'homme

Commission nationale grecque des droits de l'homme, Présidente (2019-2022, 2022-2026) ; membre du bureau, Réseau européen des institutions nationales des droits de l'homme – REINDH (2016-2022) ; membre du bureau, Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme – GANHRI (2019-2022) ; membre suppléant, sous-comité d'accréditation, HCDH ; membre de l'Autorité nationale pour l'accessibilité

Autorité nationale de la transparence, membre du conseil d'administration (2020-2023) ; OCDE, Groupe de travail sur la corruption dans le cadre des transactions commerciales internationales, Vice-Présidente (2005-2013), membre du groupe de gestion (2014-2021) ; Conseil de l'Europe, Groupe d'États contre la corruption (GRECO), chef de délégation (depuis 2006) ; Commission européenne, Groupe d'experts sur la corruption (2011-2020)

Déléguée de la République hellénique à l'Assemblée générale des Nations Unies (Troisième Commission) ; Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)

Présidente et membre de nombreux comités du Conseil de l'Europe, dont le Comité européen pour les questions criminelles (CDPC), membre du bureau (2007-2011) ; Groupe directeur de la Plateforme du Conseil de l'Europe sur l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation – ETINED (2016-2019)

Présidente du Comité de l'article 36 du traité sur l'Union européenne (CATS), Conseil de l'Union européenne (justice et affaires intérieures) (2003 et 2013)

Liste des publications

Autrice de cinq monographies, de multiples chapitres d'ouvrages et de nombreux articles, éditrice de plusieurs volumes, en plus des travaux publiés pour la Commission nationale grecque des droits de l'homme. Parmi ces travaux :

- Photini Pazartzis et Maria Gavouneli (eds.), en collaboration avec Anastasios Gourgourinis et Matina Papadaki, *Reconceptualising the Rule of Law in Global Governance, Resources, Investment and Trade*, Hart, Oxford 2016 ;
- *Prefecture of Voiotia v. Federal Republic of Germany*, case no. 11/2000, Areios Pagos (Hellenic Supreme Court), May 4, 2000, 95 *AJIL* 2001, p. 198 à 204 (en collaboration avec Ilias Bantekas) ;
- A human right to groundwater?, 13 *International Community Law Review* 2011, p. 305 à 319 ;
- Neutrality – a survivor?, *European Journal of International Law* 2012, p. 267 à 273 ;
- Introductory note to Views adopted by the Committee under Art.5(4) of the Optional Protocol, concerning Communication no. 3624/2019 (UNHR Committee) [22 septembre 2022], 62 *ILM* 2023, p. 1 à 3 ;
- Protecting Women Fishers: The gender parameters of labour rights at sea, in Irini Papanicopolulu (ed.), *Gender and the Law of the Sea*, Brill 2019, p. 165 à 179 ;
- Lauréate : Prix de la bourse ASIL pour les femmes en droit international 2021 ;
- Human rights and Law of the Sea, in Carlos Espósito, Nilüfer Oral & Tara Maria Davenport (eds), *The Cambridge Handbook on the Law of the Sea*, Cambridge 2024 [imprimé] ;
- Labour rights in Irini Papanicopolulu & Anna Petrig (eds), *The Oxford Handbook of Human Rights at Sea*, OUP, Oxford 2024 [imprimé].

Dalia Leinartė (Lituanie)

Date et lieu de naissance : 25 octobre 1958 à Trakai (Lituanie)

Langue(s) de travail : anglais et russe

Situation/fonctions actuelles

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de l'ONU

Fellow Commoner au Lucy Cavendish College, Université de Cambridge

Principales activités professionnelles

Présidente (2017-2018) et Vice-présidente (2015-2016) du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ; Présidente du groupe de travail chargé de rédiger le projet de recommandation générale n° 38 sur la traite des femmes et des filles dans le contexte des migrations internationales, adopté en 2020

Séminaires dans le cadre de la maîtrise (LLM) en droit international des droits de l'homme, faculté de droit de l'Université de Cambridge (2024)

Chercheuse principale à la faculté des sciences politiques et de la diplomatie de l'Université Vytautas Magnus (Lituanie, 2017-2024)

Membre du Comité consultatif du Conseil de recherche en arts et sciences humaines, programme de formation doctorale, Université de Cambridge (2014-2017)

Professeure invitée à l'Université d'État d'Idaho (États-Unis d'Amérique, 2005-2008)

Professeure titulaire, Directrice du Centre d'études sur le genre de l'Université de Vilnius (2000-2017)

Études

Doctorat en histoire (1996), Université Vytautas Magnus

Habilitation (diplôme universitaire le plus élevé) en histoire (2009), Université de Vilnius

Chercheuse postdoctorale dans le cadre du programme Fulbright, Université d'État de New York-Buffalo (2002-2003)

Chercheuse à l'American Association of University Women (AAUW), Université d'État d'Idaho (2005-2006)

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : membre du groupe de travail sur les enquêtes au titre du Protocole facultatif (depuis 2023, et en 2017-2018) ; membre du Groupe de travail sur les communications au titre dudit Protocole facultatif (2015-2016 et 2019-2020) ; Rapporteuse chargée de la question des représailles (depuis 2021) ; Coresponsable de la coordination avec le Comité des droits de l'homme et d'autres mécanismes de protection des droits de l'homme (depuis 2022) ; Coordinatrice pour l'examen du système des organes conventionnels 2020 ; OSCE : membre du groupe consultatif sur la lutte contre la traite des êtres humains (depuis 2019) ; Communauté des démocraties : membre du groupe de travail sur les femmes et la démocratie (2010-2012).

Plus de 100 présentations universitaires et professionnelles sur ces sujets.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

Rapporteuse sur les Lignes directrices relatives à la recommandation générale n° 38 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur la traite des femmes et des filles dans le contexte des migrations internationales, publiées le 10 janvier 2023 ;

Monographie : Family and the State in Soviet Lithuania: Gender, Law and Society.
London: Bloomsbury Academic, 2021 ;

Women's Experiences of Repression in the Soviet Union and Eastern Europe (chapitre).
Londres: Routledge, 2017.

Merius Rusumo (Burundi)*[Original : français]***Date et lieu de naissance :** 6 avril 1974 à Rabi-ro-Vugizo**Langue(s) de travail :** français et anglais**Situation/fonctions actuelles**

Cadre permanent au Secrétariat permanent du Conseil supérieur de la magistrature en charge des enquêtes et traitement des saisines adressées au Conseil visant le redressement judiciaire sur la mauvaise administration de la justice par le mal jugé manifeste, la corruption et les violations des droits de l'homme. Je mène d'autres activités et travaux visant la bonne administration de la justice et la lutte contre l'impunité.

Principales activités professionnelles

Avec une expérience professionnelle de plus de vingt ans sur le plan national et international, j'ai beaucoup œuvré dans le domaine juridique, des droits de l'homme et de l'humanitaire, dont dix ans en tant que Secrétaire général de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH) œuvrant dans le domaine de promotion et protection des droits de l'homme et collaboré avec les organes de traités. J'ai œuvré au sein des Nations Unies (BINUB/BNUB) et des organisations internationales (NRC, ASF, RCN-Justice et Démocratie, etc.) spécialement dans le domaine des droits de l'homme et justice et droit international humanitaire. Dans le judiciaire, je suis magistrat de carrière ayant œuvré jusqu'à la Cour constitutionnelle du Burundi. J'ai aussi œuvré au sein de la société civile en tant que dirigeant d'ACAT-Burundi et accompli d'autres activités professionnelles relatives aux droits de l'homme et justice.

Études

Détenteur d'un diplôme de graduat (trois ans) et d'une licence (deux ans) en droit public. Après cela, j'ai suivi des formations sur la protection internationale des droits de l'homme à l'ENA-Paris, la justice transitionnelle et développement à l'ICTJ, le droit international humanitaire dans les opérations de maintien de la paix (PSO) et le rôle et la contribution du composant civil des Nations Unies et de l'Union africaine, la société civile et la protection des droits de l'homme, etc.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel

J'ai mené des enquêtes sur les allégations de violations des droits de l'homme en rapport avec les droits civils et politiques et autres, contribué et participé à la rédaction des rapports périodiques et alternatifs sur les violations des droits civils et politiques et autres. J'ai mené ou contribué à jouer le rôle consultatif envers les institutions étatiques en vue de la promotion et la protection des droits civils et politiques et autres dans le pays. J'ai collaboré avec les organes de traités dans les enquêtes et productions des rapports thématiques sur les droits de l'homme. J'ai collaboré avec le bureau de l'OHCDH et du CNUDH en Afrique centrale lors des formations et disséminations envers différentes couches de la population burundaise du contenu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et autres Pactes, ainsi que le rôle des mécanismes internationaux de promotion et protection des droits de l'homme.

Liste des publications les plus récentes du candidat/de la candidate dans ce domaine

Pas de plus récent.

Fuad Zarbiyev (Azerbaïdjan)

Date et lieu de naissance : 14 septembre 1977 à Massalli (Azerbaïdjan)

Langue(s) de travail : anglais et français

Situation/fonctions actuelles

Professeur de droit international, Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève (depuis janvier 2024)

Directeur d'études à l'Académie de droit international de La Haye (session d'hiver)

Professeur invité, Institut des hautes études internationales, Université Paris-Panthéon-Assas (2024)

Représentant de l'IHEID à la COREC (Commission genevoise de recherche du FNRS) (depuis septembre-octobre 2023)

Principales activités professionnelles

Chargé de cours dans le cadre du cours régional de droit international pour l'Afrique organisé par la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies (2023 et 2024)

Chargé de cours dans le cadre du Programme de bourses de perfectionnement en droit international organisé par la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies (2023)

Professeur invité, École de droit de Sciences Po, Paris (2020, 2021, 2022 et 2023)

Associé principal de recherche, Groupe de recherche The International Rule of Law – Rise or Decline?, Freie Universität Berlin, Humboldt Universität zu Berlin, Universität Potsdam et Centre de recherche en sciences sociales de Berlin (Wissenschaftszentrum Berlin) (2022-2024)

Représentant de l'IHEID à la COREC (Commission genevoise de recherche du FNRS) (depuis septembre/octobre 2023)

Études

Doctorat en droit international de l'IHEID (*summa cum laude* avec les félicitations du jury) (mars 2010)

Maîtrise en droit (LL.M.) de la Harvard Law School (mai 2010)

Diplôme (*cum laude*) de l'Institut international des droits de l'homme (Strasbourg) (août 2004)

Institut des hautes études européennes (Strasbourg), Maîtrise en droit européen des droits de l'homme (mention très bien) (juin 2003)

Diplôme (droit international public) de l'Académie de droit international de La Haye (août 2002)

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel

Avocat associé/conseil/consultant – Droit international public et arbitrage international, Curtis, Mallet-Prevost, Colt & Mosle LLP, New York et Genève (depuis octobre 2011)

Membre du barreau de l'État de New York (avocat et conseiller juridique) (depuis janvier 2014)

Codirecteur, LL.M. en droit international, IHEID (septembre 2018 – août 2024)

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

Consenting to Treaty Commitments: Endorsing Rules or Endorsing a Regime of Discursive Commitments? in Samantha Besson (ed.), *Consenting to International Law* (Cambridge University Press, 2023), p. 163 à 179 ;

A Quiet Revolution in the Making? The Changing State Authority in Treaty Interpretation, in Nico Krisch & Ezgi Yildiz (eds.), *Many Paths of Change in International Law* (Oxford University Press, 2023), p. 291 à 308 ;

The International Court of Justice and Specialised International Adjudicative Bodies: From Indifference to Authority Trading, 65 *German Yearbook of International Law* (2022), p. 291 à 317 ;

On the Judge-Centredness of the International Legal Self, 32 *European Journal of International Law* (2021) 1139-1166 (lauréat du prix du meilleur article sur le règlement des différends internationaux, American Society of International Law, Dispute Resolution Interest Group) ;

Judicial Activism, in *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law (EiPro)* (Oxford University Press, 2018).

Gentian Zyberi (Albanie)

Date et lieu de naissance : 1^{er} août 1977 à Dajç, Lezhë (Albanie)

Langue(s) de travail : anglais (de préférence) et français

Situation/fonctions actuelles

Professeur titulaire de droit international et de droit des droits de l'homme, Centre norvégien des droits de l'homme, faculté de droit, Université d'Oslo

Membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye (Pays-Bas, 2016-2028)

Président de la branche albanaise de l'Association de droit international (depuis 2014)

Membre du Comité scientifique de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (2023-2028)

Ancien membre du Comité des droits de l'homme de l'ONU (2019-2022)

Principales activités professionnelles

Depuis vingt ans, je mène des travaux de recherche, publie des articles et donne des cours sur le droit international des droits de l'homme, le droit international humanitaire, le droit pénal international et le droit international public au sein d'universités de premier plan aux Pays-Bas, en Albanie et en Norvège. Au cours des quatre dernières années, dans le cadre de deux grands projets, j'ai dirigé des travaux de recherche et de collaboration dans le domaine de l'enseignement avec plusieurs universités d'Afrique, d'Amérique latine et du Moyen-Orient. J'ai élaboré des programmes d'études et du matériel pédagogique au niveau du Master et du doctorat dans le domaine des droits de l'homme et du droit international. J'ai coordonné le Groupe de recherche sur les droits de l'homme, les conflits armés et le droit de la paix et de la sécurité à la faculté de droit de l'Université d'Oslo (2017-2021). J'ai été rédacteur en chef du *Nordic Journal of Human Rights*, revue pluridisciplinaire sur les droits de l'homme (2019-2022). Membre du Comité des droits de l'homme en situation d'urgence de l'Association de droit international (2017-2024). Membre de l'association du barreau albanais (depuis 2006).

Études

Doctorat en droit international, faculté de droit de l'Université d'Utrecht (Pays-Bas, 2003-2008) ; ma thèse de doctorat a reçu en 2008 le deuxième prix Max van der Stoep de l'École néerlandaise d'études sur les droits de l'homme. Maîtrise en droit (LL.M), spécialisation en droit international, faculté de droit de l'Université d'Utrecht (Pays-Bas, 2001-2002, mention honorable). Licence en droit (juriste), faculté de droit de l'Université de Tirana (Albanie, 1996-2000, avec les félicitations du jury).

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel

Au cours des vingt dernières années, parallèlement à mes travaux académiques, j'ai acquis une expérience pratique du droit international au plus haut niveau. J'ai été membre du Comité des droits de l'homme de l'ONU (2019-2022). J'ai travaillé en tant qu'assistant juridique et interprète dans deux affaires jugées devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (2004-2012), j'ai été conseiller juridique et coordonnateur de l'équipe juridique albanaise dans une affaire portée devant la Cour internationale de Justice (2009) puis conseiller juridique en 2024, et je possède une expérience précieuse du travail en équipe et des connaissances sur divers aspects du droit international et du droit des droits de l'homme. Je suis membre de plusieurs organisations professionnelles, dont la Société européenne de droit international, l'Association de droit international et la branche albanaise de l'Association de droit international. Mes travaux de recherche actuels portent sur la contribution des principaux mécanismes internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme au développement du droit international des droits de l'homme et sur la protection des intérêts des collectivités au titre du droit international. J'ai publié une monographie, un manuel sur les droits de l'homme, trois volumes édités, trois hors-séries et une cinquantaine

de chapitres d'ouvrages et d'articles évalués par des pairs sur le droit international et les droits de l'homme, parus chez des éditeurs de renom (Oxford University Press, Cambridge University Press, Intersentia et Routledge). J'ai contribué activement à la diffusion des travaux du Comité des droits de l'homme et d'autres mécanismes importants relatifs aux droits de l'homme par l'intermédiaire des médias sociaux et de blogs.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

G. Zyberi et Q. Qerimi, « International Law of Human Rights » (manuel universitaire en albanais), deuxième édition (février 2015) ;

G. Zyberi (dir. pub.), « Protecting Community Interests through International Law » (Intersentia, 2021, accès libre) ;

G. Zyberi et I. Salama, « The Influence of Politics on the Work of the UN Human Rights Treaty Bodies », in Bård Anders Andreassen (ed.) Research Handbook on the Politics of Human Rights Law (Edward Elgar Publishing, 2023), p. 311 à 338 ;

G. Zyberi et S. Sali, « Engagement of Albanian Courts with International Law », in A. Nollkaemper, Y. Shany et A. Tzanakopoulos (eds.), The Engagement of Domestic Courts with International Law: Comparative Perspectives (Oxford University Press, 2024), p. 187 à 208 ;

G. Zyberi, « The Interpretation and Development of International Human Rights Law by the International Court of Justice », in Martin Scheinin (dir. pub.), The Relevance of Human Rights Norms before « Other » International Courts and Tribunals (Cambridge University Press, 2019), p. 28 à 61.
